



ACTES DES JOURNÉES SCIENTIFIQUES DE LA FSHSE 4^e édition

Thème :

*Recherches scientifiques
et
Géopolitique internationale*

Revue LES TISONS

Numéro spécial, mars 2025

e-ISSN: 2756-7532

p-ISSN: 2756-7524





REVUE LES TISONS

Revue internationale des Sciences de l'Homme et de la Société



Actes des Journées scientifiques de la FSHSE

Revue indexée par

ESJI Eurasian
Scientific
Journal
Index
www.ESJIndex.org

<http://esjindex.org/search.php?id=6845>

Revue LES TISONS, Numéro spécial, mars 2025
e-ISSN: 2756-7532; p-ISSN: 2756-7524

Revue LES TISONS, Numéro spécial, mars 2025

<http://esjindex.org/search.php?id=6845>

<http://www.revuelestisons.bf>

revuelestisons.ujkz@gmail.com

lestisons@revuelestisons.bf

e-ISSN: 2756-7532

p-ISSN: 2756-7534

S/C Université Joseph KI-ZERBO
BV 30053 OUAGA 1200 Logements
10020 OUAGADOUGOU - Burkina Faso

Numéros déjà parus

Revue LES TISONS, No spécial, janvier 2025

Revue LES TISONS, No 0002, décembre 2024

Revue LES TISONS, No 0001, Vol.1 et 2, juin 2024

Revue LES TISONS, No spécial, Vol.1 et 2, janvier 2024

Revue LES TISONS, No 0000, Vol.1 et 2, décembre 2023

Présentation de la revue

Sous l'impulsion de M. Fatié OUATTARA, Professeur titulaire de philosophie à l'Université Joseph KI-ZERBO, et avec la collaboration d'Enseignants-Chercheurs et Chercheurs qui sont, soit membres du Centre d'Études sur les Philosophies, les Sociétés et les Savoirs (CEPHISS), soit membres du Laboratoire de philosophie (LAPHI), une nouvelle revue vient d'être fondée à Ouagadougou, au Burkina Faso, sous le nom de « Revue LES TISONS ».

Revue internationale des Sciences de l'Homme et de la Société, la Revue LES TISONS vise à contribuer à la diffusion de théories, de connaissances et de pratiques professionnelles inspirées par des travaux de recherche scientifique. En effet, comme le signifie le Larousse, un tison est un « morceau de bois brûlé en partie et encore en ignition ».

De façon symbolique, la Revue LES TISONS est créée pour mettre ensemble des tisons, pour rassembler les chercheurs, les auteurs et les idées innovantes, pour contribuer au progrès de la recherche scientifique, pour continuer à entretenir la flamme de la connaissance, afin que sa lumière illumine davantage les consciences, éclaire les ténèbres, chasse l'ignorance et combatte l'obscurantisme à travers le monde.

Dans les sociétés traditionnelles, au clair de lune et pendant les périodes de froid, les gens du village se rassemblaient autour du feu nourri des tisons : ils se voient, ils se reconnaissent à l'occasion ; ils échangent pour résoudre des problèmes ; ils discutent pour voir ensemble plus loin, pour sonder l'avenir et pour prospecter un meilleur avenir des sociétés. Chacun doit, pour ce faire, apporter des tisons pour entretenir le feu commun, qui ne doit pas s'éteindre.

La Revue LES TISONS est en cela pluridisciplinaire, l'objectif fondamental étant de contribuer à la fabrique des concepts, au renouvellement des savoirs, en d'autres mots, à la construction des

connaissances dans différentes disciplines et divers domaines de la science. Elle fait alors la promotion de l'interdisciplinarité, c'est-à-dire de l'inclusion dans la diversité à travers diverses approches méthodologiques des problèmes des sociétés.

Semestrielle (juin, décembre), thématique au besoin pour les numéros spécifiques, la Revue LES TISONS publie en français et en anglais des articles inédits, originaux, des résultats de travaux pratiques ou empiriques, ainsi que des mélanges et des comptes rendus d'ouvrages dans le domaine des Sciences de l'Homme et de la Société : Anthropologie, Communication, Droit, Écologie, Économie, Environnement, Géographie, Histoire, Linguistique, Philosophie, Psychologie, Sociologie, Sciences politiques, Sciences de gestion, Sciences de la population, etc.

Peuvent publier dans la Revue LES TISONS, les Chercheurs, les Enseignants-Chercheurs et les doctorants dont les travaux de recherche s'inscrivent dans ses objectifs, thématiques et axes.

La Revue LES TISONS comprend une Direction de publication, un Secrétariat de rédaction, un Comité scientifique et un Comité de lecture qui assurent l'évaluation en double aveugle et la validation des textes qui lui sont soumis en version électronique pour être publiés (en ligne et papier).

Mode de soumission et de paiement

La soumission des articles se fait à travers le mail suivant : estisons@revuelestisons.bf; revuelestisons.ujkz@gmail.com.

L'évaluation et la publication de l'article sont conditionnées au paiement de la somme de cinquante mille (50.000) francs CFA, en raison de vingt mille (20.000) francs CFA de frais d'instruction et trente mille (30.000) francs CFA de frais de publication. Le paiement desdits frais

peut se faire par Orange money (0022666006650, identifié au nom de OUATTARA Fatie), par Western Union ou par Money Gram.

Considération éthique

Les contenus des articles soumis et publiés (en ligne et en papier) par la Revue LES TISONS n'engagent que leurs auteurs qui cèdent leurs droits d'auteur à la revue.

Normes éditoriales

Les textes soumis à la Revue LES TISONS doivent avoir été écrits selon les NORMES CAMES/LSH adoptées par le CTS/LSH, le 17 juillet 2016 à Bamako, lors de la 38^e session des CCI.

Pour un article qui est une contribution théorique et fondamentale : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction (justification du thème, problématique, hypothèses/objectifs scientifiques, approche), Développement articulé, Conclusion, Bibliographie.

Pour un article qui résulte d'une recherche de terrain : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction, Méthodologie, Résultats et Discussion, Conclusion, Bibliographie.

Les articulations d'un article, à l'exception de l'introduction, de la conclusion, de la bibliographie, doivent être titrées, et numérotées par des chiffres (ex : 1. ; 1.1.; 1.2; 2.; 2.2.; 2.2.1; 2.2.2.; 3.; etc.).

Les passages cités sont présentés en romain et entre guillemets. Lorsque la phrase citant et la citation dépassent trois lignes, il faut aller à la ligne, pour présenter la citation (interligne 1) en romain et en retrait, en diminuant la taille de police d'un point.

Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, de la façon suivante :

- (Initiale(s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur. Nom de l'Auteur, année de publication, pages citées);

- Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur. Nom de l'Auteur (année de publication, pages citées).

Exemples :

En effet, le but poursuivi par M. Ascher (1998, p. 223), est « d'élargir l'histoire des mathématiques de telle sorte qu'elle acquière une perspective multiculturelle et globale (...), d'accroître le domaine des mathématiques : alors qu'elle s'est pour l'essentiel occupé du groupe professionnel occidental que l'on appelle les mathématiciens (...) ».

Pour dire plus amplement ce qu'est cette capacité de la société civile, qui dans son déploiement effectif, atteste qu'elle peut porter le développement et l'histoire, S. B. Diagne (1991, p. 2) écrit :

Qu'on ne s'y trompe pas : de toute manière, les populations ont toujours su opposer à la philosophie de l'encadrement et à son volontarisme leurs propres stratégies de contournements. Celles là, par exemple, sont lisibles dans le dynamisme, ou à tout le moins, dans la créativité dont sait preuve ce que l'on désigne sous le nom de secteur informel et à qui il faudra donner l'appellation positive d'économie populaire.

Le philosophe ivoirien a raison, dans une certaine mesure, de lire, dans ce choc déstabilisateur, le processus du sous-développement. Ainsi qu'il le dit :

Le processus du sous-développement résultant de ce choc est vécu concrètement par les populations concernées comme une crise globale : crise socio-économique (exploitation brutale, chômage permanent, exode accéléré et douloureux), mais aussi crise socio-culturelle et de civilisation traduisant une impréparation sociohistorique et une inadaptation des cultures et des

comportements humains aux formes de vie imposées par les technologies étrangères. (S. Diakité, 1985, p. 105).

Les sources historiques, les références d'informations orales et les notes explicatives sont numérotées en série continue et présentées en bas de page.

Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, Zone titre, Lieu de publication, Zone Editeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif. Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté en romain et entre guillemets, celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une revue ou d'un journal est présenté en italique. Dans la zone Editeur, on indique la Maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2nde éd.).

Ne sont présentées dans les références bibliographiques que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur :

AMIN Samir, 1996, *Les défis de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan.

AUDARD Cathérine, 2009, *Qu'est-ce que le libéralisme ? Ethique, politique, société*, Paris, Gallimard.

BERGER Gaston, 1967, *L'homme moderne et son éducation*, Paris, PUF.

DIAGNE Souleymane Bachir, 2003, « Islam et philosophie. Leçons d'une rencontre », *Diogène*, 202, p. 145-151.

DIAKITE Sidiki, 1985, *Violence technologique et développement. La question africaine du développement*, Paris, L'Harmattan.

L'article doit être écrit en format « Word », police « Times New Roman », Taille « 12 pts », Interligne « simple », positionnement

« justifié », marges « 2,5 cm (haut, bas, droite, gauche) ». La longueur de l'article doit varier entre 30.000 et 50.000 signes (espaces et caractères compris). Le titre de l'article (15 mots maxi, taille 14 pts, gras) doit être écrit (français, traduit en anglais, vice-versa).

Le(s) Prénom(s) sont écrits en lettres minuscules et le(s) Nom(s) en lettres majuscules suivis du mail de l'auteur ou de chaque auteur (le tout en taille 12 pts, non en gras).

Le résumé (200 mots maxi, taille 12 pts) de l'article et les mots clés (05) doivent être écrits et traduits en français/anglais.

Direction de publication

Directeur : Pr Fatié OUATTARA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

Directeur adjoint : Dr Moussa COULIBALY, Assistant, Économiste, Université Nazi Boni (Burkina Faso)

Secrétariat de rédaction

Secrétaire : Dr Noumoutiè SANGARÉ, Assistant, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

Membres : Dr Abdoul Azize SODORÉ, MC, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Beli Alexis NÉBIÉ, Assistant, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Boubié BAZIÉ, MA, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Édith DAH, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Mathieu Beli DAÏLA, MA, Linguiste, Université de Dédougou (Burkina Faso);

Dr Paul-Marie MOYENGA, MA, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Sampala Fati BALIMA, MC, Politiste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso);

M. Jean Baptiste PODA, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

M. Lazard T. OUÉDRAOGO, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

M. Mahamat OUATTARA, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

M. Saïdou BARRY, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso).

Comité de lecture

Dr Abdoul Karim SAÏDOU, MC, Politiste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso);

Dr Aimé D. M. KOUDBILA, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr M. Alice SOMÉ/SOMDA, MR, Philosophe, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Dr Awa OUOBA, MC, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso) ;

Dr Bouraïman ZONGO, MA, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso) ;

Dr Calixte KABORÉ, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Cheick Bobodo OUÉDRAOGO, MC, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Clotaire Alexis BASSOLÉ, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Dimitri Régis BALIMA, MC, Communicologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Donatien DAYOUROU, MC, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Edwige DEMBÉLÉ, MA, Économiste, Université NAZI BONI (Burkina Faso);

Dr Étienne KOLA, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso);

Dr Évariste R. BAMBARA, MC, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Ézaïe NANA, IR, Sociologue, INSS/CNRST (Burkina Faso);

Dr Fernand OUÉDRAOGO, MA, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Firmin GOUBA, MC, Philosophe, IPERMIC/Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Gaoussou OUÉDRAOGO, MC, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Georges ROUAMBA, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Gninnan Hervé COULIBALY, MA, Sociologue, Université Péléforo GON COULIBALY (Côte d'Ivoire) ;

Dr Hamado OUÉDRAOGO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Isidore YANOOGO, MC, Géographe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso);

Dr Issaka YAMÉOGO, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso);

Dr Jean-Baptiste P. COULIBALY, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Jérémi ROUAMBA, MC, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Kalifa DRABO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Kassem Salam SOURWEIMA, MC, Politiste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso);

Dr Kizito Tioro KOUSSÉ, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Landry COULIBALY, MA, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Lassané YAMÉOGO, MA, Communicologue, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso);

Dr Lassina SIMPORÉ, MC, Archéologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Léon SAMPANA, MC, Politiste, Université Nazi BONI (Burkina Faso);

Dr Léonce KY, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Madeleine WAYAK PAMBÉ, MC, Démographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Magloire É. YOGO, MA, Sciences de l'éducation, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Moussa DIALLO, Assistant, Philosophe, Centre universitaire de Manga, UNZ (Burkina Faso);

Dr Narcisse Taladi YONLI, MA, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Noumoutiè SANGARÉ, Assistant, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Ollo Pépin HIEN, CR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Dr Pascal BONKOUNGOU, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Paul-Marie BAYAMA, MC, Philosophe, ENS de Koudougou (Burkina Faso);

Dr R. U. Emmanuel OUÉDRAOGO, MA, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Rasmata BAKYONO/NABALOUM, MC, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Relwendé DJIGUEMDÉ, Assistant, Philosophe, Centre universitaire de Manga, UNZ, (Burkina Faso);

Dr Rodrigue BONANÉ, MR, Philosophe, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Dr Rodrigue SAWADOGO, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso);

Dr Roger ZERBO, MR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Dr Serge SAMANDOULGOU, MR, Philosophe, Institut des Sciences des Sociétés (Burkina Faso);

Dr Souleymane SAWADOGO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Stanislas SAWADOGO, MA, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Tongnoma ZONGO, CR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Dr Yacouba BANWORO, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Zakaria SORÉ, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Zoubere DIALLA, MA, Sociologue, Centre universitaire de Manga, UNZ, (Burkina Faso).

Comité scientifique international

Pr Abdoulaye SOMA, PT, Constitutionnaliste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso);

Pr Abdramane SOURA, PT, Démographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Abou NAPON, PT, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Aklesso ADJI, PT, Philosophe, Université de Lomé (Togo);

Pr Alain Casimir ZONGO, PT, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)

Pr Alkassoum MAÏGA, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Amadé BADINI, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Augustin LOADA, PT, Politiste, Université Saint Thomas d'Aquin (Burkina Faso);

Pr Augustin PALÉ, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr B. Claudine Valérie ROUAMBA/OUÉDRAOGO, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Bernard KABORÉ, PT, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Bilina BALLONG, PT, Philosophe, Université de Lomé (Togo);

Pr Bouma F. BATIONO, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Cyrille KONÉ, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Cyrille SEMDÉ, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr David Musa SORO, PT, Philosophe, Université Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire);

Pr Edmond Yao KOUASSI, PT, Philosophe, Université de Bouaké (Côte d'Ivoire);

Pr Emmanuel M. HEMA, PT, Écologue, Université de Dédougou (Burkina Faso);

Pr Emmanuel Malolo DISSAKÈ, PT, Philosophe, Université de Douala (Cameroun);

Pr Eustache R. K. ADANHOUNME, PT, Philosophe, Université Abomey Calavi (Benin);

Pr Fabienne LELOUP, Sociologue, Université Catholique de Louvain-Mons (Belgique);

Pr Fatié OUATTARA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Foé NKOLO, PT, Philosophe, Université Yahoundé I (Cameroun);

Pr Frédéric MOENS, Communicologue, IHECS, Bruxelles (Belgique);

Pr Gabin KORBÉOGO, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Georges ZONGO, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Hamidou Talibi MOUSSA, PT, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI (Niger);

Pr Issiaka MANDE, PT, Historien, Université du Québec à Montréal (Canada);

Pr Jacques NANEMA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Jean-François DUPEYRON, PT, Philosophe, Université de Bordeaux (France);

Pr Jean-Marie DIPAMA, PT, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Jean-Claude KALUBI-LUKUSA, PT, Sociologue, Université de Sherbrooke (Canada);

Pr Jean-Pierre POURTOIS, PT, Psychopédagogue, Université de Mons (Belgique);

Pr Lassane YAMÉOGO, PT, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Léon MATANGILA MUSADILA, PT, Philosophe, Université de Kinshasa (RD Congo);

Pr Léopold Bawala BADOLO, PT, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Ludovic KIBORA, DR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Pr Magloire SOMÉ, PT, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Mahamadé SAVADOGO, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Mamadou L. SANOGO, DR, Linguiste, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Pr Moukaila Abdo Laouali SERKI, PT, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI (Niger);

Pr Pierre G. NAKOULIMA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Ramane KABORÉ, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Sébastien YOUNGBARÉ, PT, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Amadou TRAORÉ, MC, Sociologue, Université de Ségou (Mali);

Dr Décaïrd KOUADIO KOFFI, MC, Philosophe, Université Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire);

Dr Djédou Martin AMALAMA, MC, Sociologue, Université de Korhogo (Côte d'Ivoire);

Dr Emmanuel YAOU, MA, Sociologue, Université de Kara (Togo);

Dr Gérard AMOUGOU, MC, Socio-politiste, Université de Yaoundé II (Cameroun);

Dr Ibrahim KONE, MA, Philosophe, Université Peleforo Gon COULIBALY (Côte d'Ivoire);

Dr Idi BOUKAR, A, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI (Niger);

Dr Idrissa S. TRAORÉ, MC, Sociologue, Université des Lettres et des Sciences de Bamako (Mali);

Dr Issouf BINATÉ, MC, Historien, Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire);

Dr Jean-François PETIT, MC HDR, Philosophe, Institut catholique de Paris (France);

Dr Landry Roland KOUDOU, MC, Philosophe, Université Felix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire);

Dr Mouhamoudou El Hady BA, MC, Sociologue, Université Cheick Anta Diop (Sénégal);

Dr Mamadou Bassirou TANGARA, MC, Économiste, Université des Sciences sociales et de Gestion de Bamako (Mali);

Dr N'golo Aboudou SORO, MC, Lettres modernes, Université Alassane OUATTARA de Bouaké (Côte d'Ivoire);

Dr Oumar DIA, MC, Philosophe, Université Cheick Anta Diop de Dakar (Sénégal);

Dr Pierre-Étienne VANDAMME, Philosophe, Université Catholique de Louvain (Belgique);

Dr Raphael KONÉ, Ph. D, Historien, Université Cergy de Pontoise – EA7517 (France);

Dr Samuel RENIER, MC, Sciences de l'éducation, Université de Tours – EA7505 EES (France) ;

Dr Tiéfing SISSOKO, MC, Sociologue, Université des Lettres et des Sciences de Bamako (Mali).

Avant-propos

La quatrième édition des journées scientifiques à la Faculté des Sciences Humaines et des Sciences de l'Éducation (FSHSE) a eu lieu les 13 et 14 novembre 2024, à la cité universitaire de Kabala au Mali, dans un contexte de changement de l'ordre politique tant à l'échelle régionale qu'internationale. Cette évolution géopolitique se manifeste notamment par la création de l'Alliance des États du Sahel (AES) et par le renforcement des liens diplomatiques et commerciaux entre l'AES, la Turquie, la Russie et la Chine.

Ces nouvelles dynamiques intéressent fortement l'ensemble des médias globaux. Le Sahel central, englobant le Mali, le Burkina Faso et le Niger, est au centre de débats animés, de fausses nouvelles et de deepfakes. Il est essentiel que le monde universitaire s'implique dans la réflexion sur les enjeux et défis contemporains de l'espace AES-CEDEAO.

La quatrième édition a ainsi favorisé une approche multidisciplinaire, servant de plateforme pour valoriser la production scientifique sur les dynamiques actuelles et comme un lieu pour des discussions ouvertes et franches. La thématique abordée lors de ces journées était : « Recherches Scientifiques et Géopolitique internationale ».

Cinq axes principaux ont guidé les échanges :

Axe 1 : « Alliance des États du Sahel (AES) et géopolitique internationale » :
Le 16 septembre 2023, le Mali, le Niger et le Burkina Faso ont officialisé leur collaboration en signant la charte du Liptako-Gourma, marquant ainsi la naissance de l'Alliance. L'AES est conçue comme une coopération stratégique entre ses membres, avec un accent mis sur la défense collective des populations de ces trois pays. Des accords bilatéraux de coopération militaire ont également été établis au sein de l'espace AES.

Ce premier axe des journées scientifiques a exploré, entre autres, la position de l'AES dans la géopolitique mondiale, l'AES en tant que champ d'interaction des puissances économiques, et la géopolitique des États membres de l'AES. Les intervenants ont présenté une analyse des dynamiques en cours et ont discuté des perspectives susceptibles d'influencer les décisions politiques.

Axe 2 : « Coopération sous régionale en crise » : Les experts de cet axe ont souligné les implications politiques du retrait des trois États sur le cadre régional. Ils ont également discuté des avantages et inconvénients du retrait sur les économies nationales des États en période de transition. Les débats ont mis en lumière les critiques visant la CEDEAO ainsi que les relations interétatiques au sein de la région, entre autres sujets.

Axe 3 : « Intégration sous régionale » : Le sommet des Chefs d'État qui s'est déroulé à Niamey le 07 juillet 2024 marque la réalisation des quatre réunions ministérielles de l'Alliance, ayant formalisé la création de la Confédération « Alliance des États du Sahel ». En plus des espoirs engendrés, les intervenants ont exploré l'avenir de l'intégration régionale en mettant l'accent sur la migration et la mobilité au sein de la CEDEAO.

Axe 4 : « Éthique, formation et employabilité au Mali » : La formation, la recherche scientifique et l'engagement politique présentent des exigences qui sont aux fois techniques et éthiques, lesquelles impactent d'une certaine manière leur crédibilité, durabilité, intégralité et valeur. Cet axe a reçu des contributions sur ces exigences (déontologie, valeurs, responsabilités, respect des principes fondamentaux, comités et conseils d'éthique, etc.).

Concernant le Mali, de nombreux efforts ont été déployés par le Gouvernement pour favoriser la scolarisation des enfants et diversifier l'offre éducative. Au fil du temps, l'école est devenue un générateur de chômeurs. Parmi les critiques formulées par les spécialistes en Sciences de l'éducation se trouvent l'inadéquation entre les formations proposées et le marché du travail, le manque d'infrastructures éducatives, ainsi que les lacunes dans la formation initiale et continue des enseignants. Les

participants aux journées ont discuté de toutes les failles du système éducatif malien, tout en mettant l'accent sur les conséquences du terrorisme et de la Transition sur la formation et l'employabilité des diplômés au Mali.

Axe 5 : «Thématique libre»: Cet axe a rassemblé diverses contributions qui ne s'inscrivent pas dans les quatre premiers axes thématiques.

Les participants : Les journées ont vu la participation de plus de 200 chercheurs, enseignants-chercheurs et doctorants venant de plusieurs pays : Burkina Faso, Bénin, Congo Brazzaville, Côte d'Ivoire, Guinée Conakry, France, Mali, Niger, Sénégal, Togo, Türkiye.

Ce numéro spécial de mars 2025 de la Revue LES TISONS présente un échantillon des projets d'articles soumis lors des journées scientifiques qui se sont tenues à Bamako les 13 et 14 novembre 2024.

Bamako, le 30 avril 2025

Pr Bréma Ely DICKO

Président du Comité scientifique des journées

Université Yambo Ouologuem

bremaelydicko@gmail.com

L’Afrique postcoloniale dans la géopolitique mondiale : entre inclusion et exclusion

Postcolonial Africa in global geopolitics: between inclusion and exclusion

DIONE Saliou

Études africaines et postcoloniales
Université Cheikh Anta Diop, Dakar (Sénégal)
saliou.dione@ucad.edu.sn

Résumé: Cet article analyse les transformations historiques et géopolitiques engendrées par l’impérialisme occidental dans le monde, particulièrement en Afrique. Il s’appuie sur le postcolonialisme de Ngugi wa Thiong’o, la transmodernité d’Enrique Dussel, de l’hégémonie d’Antonio Gramsci et de la théorie de la dépendance d’Hans Singer, de Raúl Prebisch, de Fernando Cardoso et d’Andre Gunder Frank pour étudier l’utilisation de l’histoire par le discours colonial pour légitimer la domination d’autres espaces géographiques, mais aussi le remodellement par l’impérialisme de la géographie du monde et son influence sur les relations géopolitiques, géostratégiques et internationales, occasionnant ainsi des relations et des identités binaires entre l’Afrique et le reste du monde. L’objectif est d’élucider les différents types d’enjeux et de jeux de pouvoirs, et d’influences économiques, politiques et militaires, et d’identités sur les territoires et sur les représentations qui leur sont associées. En effet, il s’agit également de mettre en exergue la centralité, dans cette dynamique relationnelle, de l’Afrique, comme espace géostratégique, enjeu et théâtre d’opérations où se jouent, se déjouent, et évoluent la politique extérieure des États. L’étude s’intéresse à la configuration actuelle des disputes géopolitiques sur le continent africain en rendant compte des rivalités d’influence, du « terrorisme économique », ainsi que du phénomène de la mondialisation. Elle met également en relief les politiques de construction de relations horizontales par les gouvernants africains pour redessiner les relations avec l’ailleurs face aux tendances du monde actuel marquées par l’émergence d’un nouvel ordre quadripolaire.

Mots-clés : géopolitique, Afrique, impérialisme, espace, économie, domination, subjectivité.

Abstract: *This article analyzes the historical and geopolitical transformations brought about by Western imperialism in the world, particularly in Africa. It draws on Ngugi wa Thiong’o’s postcolonialism, Enrique Dussel’s transmodernity, Antonio Gramsci’s hegemony, and Hans Singer’s, Raúl Prebisch’s, Fernando Cardoso’s, and Andre Gunder*

Franck's dependency theory to study the use of history by colonial discourse to legitimize the domination of other geographical spaces, but also the reshaping by imperialism of world geography and its influence on geopolitical, geostrategic, and international relations, thus giving rise to binary relations and identities between Africa and the rest of the world. The objective is to elucidate the different types of issues and power games, and economic, political and military influences, and identities on the territories and on the representations associated with them. Indeed, it also seeks to highlight the centrality of Africa in this relational dynamic, as a geostrategic space, a stake and theater of operations where states' foreign policies are played out, thwarted, and evolve. The study examines the current configuration of geopolitical disputes on the African continent by accounting for rivalries for influence, "economic terrorism," and the phenomenon of globalization. It also highlights the policies of building horizontal relationships by African governments to redraw relations with the rest of the world in the face of current global trends marked by the emergence of a new quadripolar order.

Keywords: geopolitics, Africa, imperialism, space, economy, domination, subjectivity

Pour citer cet article

DIONE Saliou, « L'Afrique postcoloniale dans la géopolitique mondiale : entre inclusion et exclusion », 2025, *Revue LES TISSONS*, Numéro spécial, mars, p. 433-453.

Introduction

La géopolitique, un terme issu du grec qui renvoie à « terre » et « politique », est l'étude des effets de la géographie sur la politique internationale et les relations internationales. Selon Yves Lacoste, c'est « l'étude des rivalités de pouvoir sur les territoires, et les populations qui y vivent » (Y. Lacoste, 1995, p. 01). Tandis que la géostratégie, selon la définition classique de Pierre Célérier, constitue « l'étude des rapports entre les problèmes stratégiques et les facteurs géographiques » (1969, p. 10). Se fondant sur ces déclinaisons, cet article analyse la géographie et la stratégie politiques avec l'espace comme cadre, enjeu et théâtre d'opérations où se jouent, se déjouent et évoluent la politique extérieure des États. Celle-ci a produit des protagonistes qui se disputent l'influence économique, politique et militaire, et la souveraineté territoriale d'autres espaces.

La Conférence de Bandung, tenue du 18 au 24 avril 1955, réunissant des pays d'Asie et d'Afrique, nouvellement indépendants, pour affirmer leur volonté d'indépendance et leur non-alignement sur les puissances mondiales occidentales, le bloc capitaliste dirigé par les États-Unis et le bloc communiste dirigé par l'Union Soviétique a constitué un tournant

décisif dans les relations entre ce qui convient d'appeler aujourd'hui le Sud global et le Nord global. Il s'y ajoute, plus tard, la chute du Mur de Berlin, le 9 novembre 1989, qui a déclenché une révolution pacifique d'une ampleur inédite en Europe, marquée par l'unification de l'Allemagne et l'effondrement de l'empire soviétique. Ces deux événements historiques marquent un tournant décisif dans le bouleversement des équilibres géopolitiques mondiales et l'Afrique n'en est pas en reste.

Ainsi, l'analyse des transformations historiques et géopolitiques engendrées par l'impérialisme occidental renseigne sur le rôle du discours colonial dans la légitimation de la domination occidentale d'autres espaces géographiques du monde, particulièrement en Afrique. Elle permet également de comprendre l'influence des relations géopolitiques et internationales ayant produit des relations et des identités binaires de dominés/dominants, développés/sous-développés, riches/pauvres, forts/faibles sur lesquelles reposent les relations entre l'Afrique et le reste du monde, particulièrement l'Occident. L'objectif étant d'élucider les différents types de jeux et d'enjeux où l'Afrique constitue un cadre et un terrain opérationnels de pouvoirs et d'influences économiques, politiques et militaires, et d'identités. Sous ce rapport, l'étude de l'Afrique dans la géopolitique mondiale, en tant qu'étude des rivalités sous-jacentes sur les territoires conquis ou à conquérir, rend compte du phénomène de la mondialisation et de ses mécanismes de déstabilisation et de domination en Afrique, un continent qui tente, à son tour, de redessiner la géopolitique mondiale par la mise en œuvre de politiques de construction de relations horizontales. Ce nouveau cas de figure est le produit des tendances du monde actuel marquées par un nouvel ordre quadripolaire.

1. Revue de la littérature

Il existe beaucoup d'auteurs et de travaux scientifiques portant sur la géopolitique continentale et mondiale. Parmi lesquels figurent, Adekeye Adebajo, avec son ouvrage intitulé *The Curse of Berlin : Africa after the Cold War* ((2010) qui revient sur la Conférence de Berlin de 1884-1885, durant laquelle un cartel d'États européens, en grande partie, établirent les règles du partage de l'Afrique, un événement dont l'importance historique et structurelle continue de façonner les relations internationales contemporaines de l'Afrique. Ali A. Mazrui, avec *Africa*

in World Affairs: The Next Thirty Years (2013), donne une compréhension globale des relations historiques de l'Afrique avec les puissances mondiales tout en mettant en relief l'impact du colonialisme sur les dynamiques de la géopolitique contemporaine. Tandis que Ian Taylor dans *Africa Rising ? BRICS - Diversifying Dependency* (2016) examine le changement de la position de l'Afrique dans l'ordre mondial, soulignant l'influence croissante de celle-ci dans les affaires internationales, So Olorunfoba et Zondi Siphamandla, respectivement, dans *Africa and the Global Power Play: 21st Century Pan Africanist Challenges* (2020) et *African Union Approaches to Peacebuilding: Efforts at Shifting the Continent Towards Decolonial Peace* (2017) ont mis l'accent sur les nouvelles formes de partenariats de l'Afrique avec les puissances émergentes, en particulier la Chine et l'Inde, ainsi que leurs implications pour le positionnement géopolitique du continent. Des écrits comme *Thinking about Security in Africa. International Affairs* (2017) de Paul D. Williams et *Regional Cooperation on Democratization and Conflict Management in Africa* (2018) de Gilbert Murili ont abordé la sécurité et la politique étrangères de l'Afrique à travers la formation de dynamiques sécuritaires dans différentes régions africaines. Ces analyses viennent s'ajouter à d'autres produites par Samir Amin dans *Unequal Development: An Essay on the Social Formations of Peripheral Capitalism* (1976) et Walter Rodney dans *How Europe Underdeveloped Africa* (1972), qui ont jeté les bases de compréhension de la marginalisation de l'Afrique et mis en évidence son potentiel économique.

Cependant, ces productions scientifiques ne tiennent pas compte des nouvelles tendances géopolitiques et le nouvel ordre mondial qu'ont produit les nouvelles relations géopolitiques entre les puissances émergentes qui se bousculent aux portes de l'Afrique à côté des grandes puissances occidentales, et les progrès économiques actuels du continent, d'où la nécessité d'avoir un nouveau regard quant au(x) rôle(s) du continent dans les jeux et les enjeux de pouvoirs devenus plus criards avec de nouvelles réalités sous-jacentes produites par l'implication de la Chine, de la Russie et de l'Inde en Afrique.

2. Problématique

Cet article analyse l'Afrique dans la géopolitique mondiale et les jeux et les enjeux de pouvoirs, et d'influences connexes tout en examinant la manière dont le continent africain est essentiel aux priorités mondiales, en particulier dans les domaines des relations

internationales, des intérêts de sécurité nationales et mondiales, du commerce, des investissements et du développement technologique, entre autres. L'étude met en exergue la configuration actuelle des disputes géopolitiques sur le continent africain et politiques mises en place par l'Afrique pour redessiner les relations géopolitiques à travers la construction de relations horizontales avec les grandes puissances et celles émergentes. Il s'agit d'articuler l'action de l'Afrique contre l'hégémonie et les sphères d'influences occidentales, orientales et asiatiques afin d'asseoir son autodétermination dans la sécurisation de ses objectifs stratégiques. Aussi, l'étude abordera-t-elle les questions clés suivantes:

Quelle est la configuration actuelle des disputes géopolitiques entre les acteurs dans la pratique ? Comment l'Afrique répond-elle aux défis géopolitiques mondiales ?

Pour répondre à ces questions, l'analyse tourne autour des conflits et dans politiques d'influences dans les relations en évolution entre l'Afrique et les grandes puissances et les puissances émergentes. Elle porte également sur les politiques mises en place en place par l'Afrique pour redessiner la géopolitique mondiale et construire des relations horizontales.

3. Cadre théorique et conceptuel

Les synergies géopolitiques mettent en relief l'Afrique dans les rapports entre les problèmes stratégiques et les facteurs géographiques du monde. Ces derniers constituent l'expression de l'orientation géographique de la politique étrangère des États, dans laquelle l'espace opère comme cadre, enjeu et, par déduction, comme théâtre. En s'appuyant sur le postcolonialisme de Ngugi wa Thiong'o, la transmodernité d'Enrique Dussel, de l'hégémonie d'Antonio Gramsci et de la théorie de la dépendance d'Hans Singer, de Raúl Prebisch, de Fernando Cardoso et d'Andre Gunder Franck, qui s'intéressent aux interactions entre l'Afrique et le reste du monde, l'article étudie l'implication de l'Afrique dans la géopolitique mondiale actuelle. En d'autres termes, il s'agit de remettre en question les récits géopolitiques conventionnels, d'examiner les impacts durables du colonialisme, d'analyser le rôle de l'Afrique dans le système économique mondial et d'exploiter les modèles de sécurité et les motivations des États dans les relations internationales afin de souligner le rôle du continent dans la détermination de son avenir et de l'avenir géopolitique mondiale.

4. Méthodologie

L'étude s'inscrit dans une démarche systémique qui fait ressortir les mots, les discours, les signifiants, les significations, les stratégies et les pratiques pour une meilleure compréhension de la géopolitique mondiale en Afrique postcoloniale, la configuration actuelle des disputes et les politiques de construction de relations horizontales entreprises par l'Afrique pour redessiner la géopolitique mondiale.

Sous ce rapport, elle s'intéresse au « pourquoi » et au « comment » des phénomènes politiques, économiques et socio-culturels ayant abouti à des déséquilibres relationnels marqués par des situations de dominés-dominants et d'influents-non-influents. L'objectif étant de mettre en relief les mécanismes de la géopolitique mondiale et les expériences directes des pays africains, occidentaux, asiatiques, des êtres humains en tant qu'agents créateurs de sens dans la vie quotidienne de leur nation, et l'avènement d'un nouvel ordre quadripolaire.

5. Discussion

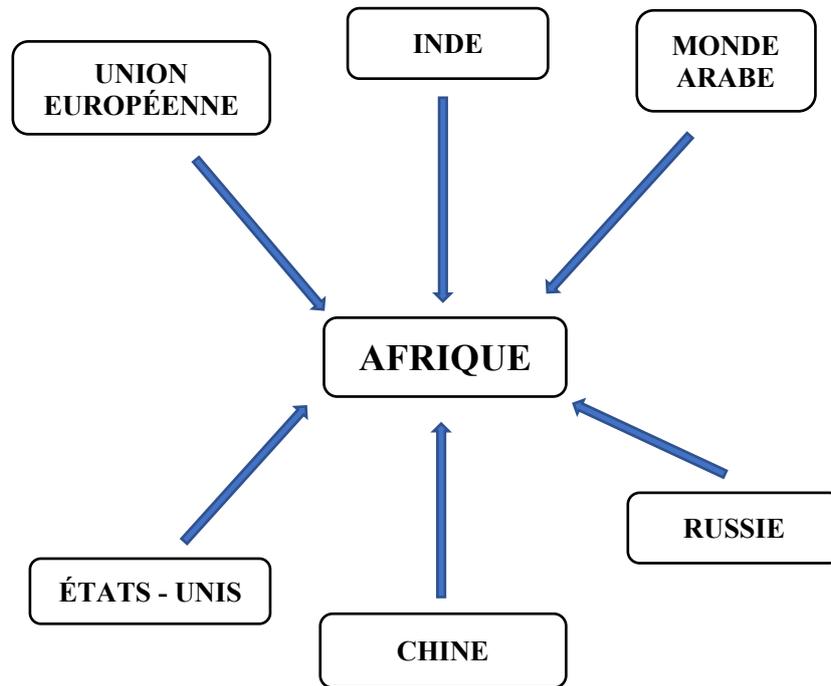
L'héritage colonial a engendré des difficultés liées à la souveraineté des États africains, constituant aujourd'hui les bases sur lesquelles s'effectue « le nouveau partage de l'Afrique » après celui de la Conférence de Berlin (1884-1885). Déjà, au début du 19^{ème} siècle, la plupart des frontières du continent africain étaient déjà établies au gré, par les puissances coloniales. C'était, sans doute, de manière stratégique, pour préparer et annoncer la configuration des États à venir et leurs exploitations politiques et économiques. Les propos de Lord Salisbury, affirmant que « nous avons entrepris de tracer sur les cartes des régions où l'homme blanc n'avait jamais mis le pied. Nous nous sommes distribués des montagnes, des rivières et des lacs, à peine gênés par cette petite difficulté que nous ne savions jamais exactement où se trouvaient ces montagnes, ces rivières, ou ces lacs » (Y. Person, 1972, p. 21), constituent un aveu.

Ainsi, des peuples et des groupes ethniques se sont trouvés éparpillés à travers plusieurs États (M. Foucher, 20212, p. 52) avec de nouvelles frontières renfermant des communautés peu homogènes, voire antagonistes, chargées souvent de multiples forces explosives (T. Benmerssaoud, 1989, p. 17). Les frontières coloniales constituent donc un marqueur rigide de l'espace politique et social africain, et renseignent sur les nouvelles données géopolitiques et géostratégiques du monde. C'est désormais par rapport à ces espaces délimités par des frontières

lignes que s'exerce le pouvoir d'influence à travers la géostratégie, l'étude des rapports entre les problèmes stratégiques et les facteurs géographiques. Sous ce rapport, la fragmentation et la dislocation des États du fait de la nature artificielle des frontières, qui les installe dans une situation d'in-dépendance économique et politique, « contribue si largement à perpétuer l'instabilité et le sous-développement » (B. Ghali & I. Nabiyah, 1973, p. 81).

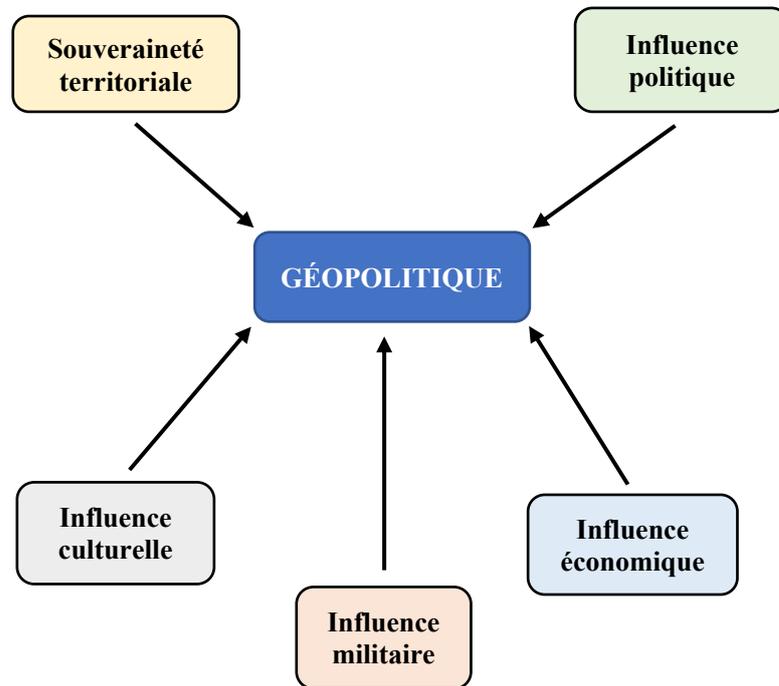
5.1. La configuration actuelle des disputes géopolitiques en Afrique

Le continent africain a une longue et complexe histoire géopolitique façonnée d'abord par le commerce transsaharien, puis par la traite négrière atlantique et le colonialisme. Ce dernier a été un facteur déterminant dans la construction d'un monde divisé entre le centre et la périphérie. C'est cette configuration politico-géographique qui a été utilisée, selon Walter Mignola, pour « légitimer la domination de certains pays et de leurs cultures sur d'autres » (W. Mignola, 2002, p. 14). Cette division du monde a provoqué une grande fracture entre les nations, avec les pays les plus puissants et les plus développés au centre du monde et les pays les plus faibles et moins développés à la périphérie. Une des conséquences est l'absence de développement économique pour les pays africains du fait de l'indisponibilité des ressources financières et des financements nécessaires à leur croissance et à leur développement. Malgré tout, la richesse des ressources naturelles du continent africain continue d'attirer l'attention des puissances mondiales occidentales et des puissances émergentes asiatiques. Ces puissances s'engagent activement avec le continent en termes d'extraction de ressources, de relations commerciales et d'opportunités d'investissements. En témoignent, les divers partenariats de l'Afrique dans l'économie mondiale : partenariat/sommets Afrique-États-Unis, Afrique-Union Européenne, Afrique-Chine, Afrique-Russie, Afrique-Inde, Afrique-Monde arabe. En effet, cette situation a entraîné une reconfiguration de la dynamique géopolitique en Afrique, où diverses puissances se disputent le pouvoir, l'influence, la souveraineté territoriale et l'accès aux ressources naturelles.



5.2. Typologie des principaux acteurs de la géopolitique en Afrique.

Au regard de ces relations bilatérales et multilatérales, la question que l'on peut se poser est : comment un continent pauvre comme l'Afrique peut-t-il intéresser toutes ces puissances économiques mondiales au point de rivaliser et d'engendrer des disputes géopolitiques? Pourquoi entretenir des rivalités de pouvoir sur « un continent pauvre »? La réponse est qu'une relation de subordination économique masquée s'est établie grâce à l'organisation du système économique et financier mondial, tel qu'édicte par l'impérialisme américain qui repose sur le capitalisme, le libéralisme et la mondialisation modernes. Dans ce système, l'Afrique ne produit que des biens de première nécessité, des matières premières, pour l'Occident industriel, constituant ainsi un obstacle majeur à son industrialisation. Ce faisant, les puissances économiques occidentales génèrent une structure de relations politiques, économiques, juridiques et sanitaires internationales qui correspond à leurs propres intérêts, appauvrit et installe le continent dans une situation de faiblesse et de dépendance. L'objectif étant d'avoir la voie libre et la force pour opérer leur terrorisme économique et mettre l'Afrique dans la dépendance.



5.3. Typologie des éléments constitutifs de la géopolitique mondiale en Afrique

La perception du continent comme une masse unique est remise en question dans la mesure où les blocs économiques du continent s'alignent maintenant sur différentes puissances mondiales. Ceci correspond à une nouvelle donne dans les relations de l'Afrique avec le reste du monde. C'est ce qui explique que la Chine et l'Inde, les deux principales économies asiatiques, ont activement courtisé l'Afrique par divers moyens bilatéraux, institutionnels et organisationnels. Cela se manifeste dans les efforts consentis par les deux parties pour établir des partenariats économiques, promouvoir le commerce et l'investissement, par le biais d'une politique étrangère commune, et forger des alliances politiques. À cet effet, la présence et l'influence de la Chine en Afrique ont été perçues, par les puissances occidentales, comme un empiètement dans leurs zones d'influence traditionnelle, les incitant à réaffirmer leur présence et leurs intérêts sur le continent (Z. Luon, W., Li et al., 2020, p. 23). De plus, l'évolution de la géopolitique en Afrique a non seulement mis en évidence l'importance économique du continent, mais également les préoccupations relatives aux

implications négatives potentielles des nouveaux jeux géopolitiques. Ces préoccupations comprennent les craintes d'exploitation et d'extraction des ressources naturelles au détriment de l'Afrique, ainsi que la possibilité que de nouvelles puissances reproduisent les tendances, comme c'est le cas avec les pays occidentaux qui se dressent aujourd'hui en défenseurs du continent contre ses nouveaux partenaires stratégiques, la Chine et la Russie.

Par ailleurs, l'évolution de la dynamique géopolitique en Afrique peut être considérée comme le résultat des engagements de la Chine avec les pays africains. À cet égard, Usurla Durand-Ochoa estime que « la relation sino-africaine actuelle est une relation d'interdépendance asymétrique, car la Chine dépend davantage des ressources naturelles africaines et l'Afrique dépend davantage des opportunités associées à l'essor de la Chine et au développement des relations sino-africaines. Plusieurs évolutions sont susceptibles de saper l'interdépendance actuelle entre la Chine et l'Afrique » (U. Durand-Ochoa, 2023, p. 16). Les relations entre les deux parties forment un faisceau majeur des relations internationales, particulièrement dans le domaine des relations Sud-Sud. Avec une perception stratégique déjà tracée dès les années 1950 par Mao Zedong, Pékin mène sur le continent la diplomatie du chèque, une stratégie géostratégique prouvant sa capacité à investir. Contrairement à la politique d'ingérence des puissances occidentales, Pékin adopte le principe de « non-ingérence » et devient, ainsi, le premier partenaire commercial du continent africain.

Les États-Unis entretiennent des relations politiques, économiques et culturelles avec les pays africains. Ce pays a un intérêt stratégique en Afrique, un continent qui se transforme rapidement et où les politiques économiques et l'environnement des affaires s'améliorent, les institutions se renforcent et la bonne gouvernance se répand. Et ce, malgré les difficultés et les revers auxquels le continent est confronté, le conflit dans la région du Sahel, Boko Haram au Nigeria, l'instabilité en Afrique de l'Ouest, qui sapent des milliards de dollars d'investissements. L'accord de libre-échange continentale africaine (ZLECA) a marqué une étape importante dans les relations, créant la plus grande zone de libre-échange au monde, une étape clé vers la réalisation de l'objectif d'une économie régionale plus dynamique et plus résiliente. Grâce à ces opportunités offertes par l'Afrique, les États-Unis ont souhaité reconstruire des partenariats dans la région et collaborer dans des domaines tels que le commerce, la santé, la sécurité, le changement climatique, l'innovation et la paix. Il existe également des

possibilités de coopération visant à renforcer la démocratie et à fournir une assistance technique qui renforce la résilience des pays africains face aux défis du changement climatique, le soutien aux infrastructures par le biais de l'initiative *Build Back Better*. C'est dans ce cadre que le premier sommet États-Unis-Afrique a été organisé, en 2014, par le président américain Barack Obama et le deuxième, en 2022, par le président Joe Biden pour reconstruire et renforcer les relations entre les deux parties.

Avec l'influence d'autres pays comme la Chine et la Russie, les États-Unis sont en train de remodeler leurs relations diplomatiques avec les pays africains à travers des politiques diplomatiques de proximité accrues et de réengagement stratégique. L'AGOA, *Power Africa* et le Conseil consultatif du président sur la conduite des affaires en Afrique, le *Millennium Challenge Account* du gouvernement américain, les engagements d'investissements des organisations intergouvernementales, des entreprises privées et le *programme Afrique* montrent l'intérêt économique, politique et stratégique que constitue l'Afrique pour les États-Unis. Déjà, en 2019, l'armée américaine maintenait un réseau de 29 bases militaires sur le continent et l'AFRICOM (Commandement des États-Unis pour l'Afrique - *US African Command*), qui utilise une approche de grande envergure en matière de diplomatie, de développement et de défense pour favoriser les efforts interinstitutionnels et aider à neutraliser les facteurs de conflit et d'extrémisme en Afrique. Sous ce rapport, l'Afrique est un partenaire stratégique dans la politique américaine d'hégémonie mondiale et de concurrence avec la Chine et la Russie. L'Afrique sert donc de prétexte aux États-Unis pour sécuriser leurs objectifs stratégiques dans le monde.

Un autre partenaire stratégique de l'Afrique est la Russie, qui opère un retour en force sur le continent depuis les années 2000. Sur ce continent devenu un nouveau terrain de confrontations entre les grandes puissances, Moscou a développé un modèle de coopération économique et sécuritaire en s'appuyant avant tout sur des moyens indirects et souterrains pour soutenir sa politique africaine. Par ailleurs, la Russie s'appuie sur un autre outil d'influence, celui de la géopolitique mémorielle. Par ce biais, elle tente ainsi de raviver l'héritage historique des relations, parfois très étroites, entre l'URSS et certains pays du continent, qui ont débuté en 1917, tout en dénonçant le passé colonial et impérialiste de l'Occident. C'est dans ce cadre que le président russe, Vladimir Poutine, développe une politique mémorielle comme stratégie

géopolitique consistant à mobiliser l'héritage d'une coopération fructueuse du passé entre la Russie et l'Afrique, de la solidarité de Moscou avec le continent, de son aide militaire aux mouvements de libération nationale durant l'époque coloniale.

Par ailleurs, Moscou est devenu, en 2023, le premier fournisseur d'armes en Afrique devant la Chine, les États-Unis et la France (SIPRI, 2023). Entre 2017 et 2019, la Russie a signé des accords de coopération militaire avec 20 pays du continent, contre seulement 7 de 2010 à 2017, dont 10 avec des pays n'ayant jamais coopéré avec elle auparavant, comme le Niger, la République centrafricaine ou le Burundi (SIPRI, 2023). La politique d'engagement militaire était très présente sous l'URSS et dépendait directement du ministère de la Défense. Sous l'ère Poutine, une grande partie de l'activité est menée par des **sociétés privées** affiliées à l'État, telles que *Wagner*, désormais nommé *Africa Corps*, opérant dans certains pays africains en proie à des problèmes de sécurité et/ou d'instabilité politique (Mali, Libye, Soudan, République centrafricaine, Madagascar, Burkina Faso, Niger, etc.).

C'est ainsi qu'en Afrique, Vladimir Poutine a réussi en dix ans à rétablir l'influence militaire et diplomatique dont le pays bénéficiait durant la Guerre froide en déployant des outils d'influence sophistiqués, tels que la propagande, l'audiovisuel extérieur et les réseaux sociaux. Il se sert de l'implantation de *Sputnik*, *Russia Today* et *African initiative*, comme des leviers très efficaces, pour produire des masses de contenus sur l'actualité africaine. Malgré le récit anti-colonial et anti-impérialiste de la Russie dirigé contre l'Occident, il est important, pour les États africains, pour des raisons de souveraineté, d'éviter la répétition de l'histoire, en prenant les précautions et les stratégies nécessaires pour ne pas tomber sous l'emprise du paternalisme et de l'impérialisme néo-colonial russe. Car, Moscou voudra, pour sa survie économique et politique dans le combat idéologique contre les pays de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (OTAN), asseoir sa domination en Afrique, d'où la nécessité d'une prise de conscience d'un éventuel caractère colonial et impérial de la Russie sur le continent. Ceci s'explique par les logiques de prédation passives, souterraines et masquées dont fait montre la présence russe en Afrique, comme statut de sujet qui subit ou espace-jeu, faisant ainsi ressurgir la question du colonialisme dans toutes ses expressions, exprimée, il y a 70 ans, lors de la conférence de Bandung.

Une analyse approfondie montre donc que l'Afrique joue un rôle central dans les affaires internationales, sa dynamiques géopolitique

complexe façonnant l'équilibre mondial des pouvoirs. Selon Jonathan Fisher (2018), cette approche ne fournit, au mieux, qu'une vision partielle et nuancée des moyens par lesquels l'action africaine est assurée et exercée au niveau mondial, compte tenu notamment des contraintes structurelles importantes imposées à l'Afrique par les inégalités économiques et politiques mondiales [...] (J. Fisher 2018, p.1). Ce faisant, l'évolution de la géopolitique et de la mondialisation a contraint le monde développé et en développement à profiter de la richesse en ressources naturelles de l'Afrique. Cette situation a produit un intérêt et un engagement accrus de la part des principaux acteurs mondiaux. Il s'y ajoute, les politiques diplomatiques actuelles à l'égard de l'Afrique, telles qu'elles sont mises en œuvre par les pays étrangers, ne fait que confirmer la thèse de l'exploitation des ressources naturelles et l'économie de la guerre et de la guerre économique.

Par conséquent, les pays africains se sont retrouvés pris au milieu de cette compétition, avec des intérêts divergents et contradictoires de part et d'autre. Certaines grandes puissances fournissant une supposée aide économique, un soutien politique et une protection militaire, comme stratégie et tactique. Cela leur a permis de prendre l'avantage sur les États africains, entraînant ainsi une diminution du rôle de l'Afrique dans l'élaboration de politiques de développement économique et un manque d'autonomie pour ses États. En outre, la présence des grandes puissances étrangères a conduit à une militarisation accrue du continent et à une augmentation des guerres par procuration menées par leurs alliés respectifs. La persistance de menaces endogènes et exogènes dans les pays africains remet en question la viabilité des politiques paternalistes, longtemps entretenues par les puissances mondiales, et souligne le besoin urgent d'une coopération gagnant-gagnant et d'une géopolitique mondiale transparente au service de l'humanité.

5.2 Les politiques de construction de relations horizontales et l'émergence d'un nouvel ordre « quadripolaire »

L'Afrique est située au carrefour des dynamiques stratégiques mondiales. Cette position stratégique a incité certains intellectuels comme Ali A. Mazrui (1977) d'aborder l'importance de la politique mondiale, en général, et de la future souveraineté politique et économique des peuples africains, en particulier. En effet, la disparition des empires coloniaux européens et la consolidation de la superpuissance américaine n'ont pas fondamentalement modifié les

conditions structurelles dans lesquelles opéraient les nouveaux États africains. Sous ce rapport, Ali A. Mazrui (1977) fait référence à la diplomatie de la dépendance et du changement, marquée par les « tentatives des États africains de faire face aux conditions structurelles du système international tout en naviguant dans les méandres de la politique mondiale » (Ali A. Mazrui, 1977, p. 71). Cette approche exprime la contradiction géostratégique ayant englobé, pendant longtemps, la relation de l’Afrique avec le reste du monde. Cette vision de l’Afrique dans la diplomatie internationale est toujours d’actualité avec l’émergence de la Chine, de l’Inde et de la Russie.

Bien que l’Afrique a, pendant longtemps, été perçue comme un continent marginal dans la géopolitique mondiale, la géopolitique actuelle du continent est animée par de multiples forces, avec de nouveaux grands jeux et d’enjeux énormes. Le continent inscrit, depuis le début du 21^{ème} siècle, dans un processus de croissance économique, certes différenciée selon les espaces mais prometteuse, avec des observateurs et des dirigeants du monde faisant même entendre que l’Afrique est le continent du futur et porte une part du 22^{ème} siècle. En effet, le continent africain abrite des terres émergées, avec d’immenses ressources dans ses sous-sols qui génèrent, depuis longtemps, des appétits prédateurs. Longtemps peu peuplée, l’Afrique affiche aujourd’hui 1,17 milliard d’habitants, soit déjà 16% de la population mondiale, et pourrait dépasser 2 milliards d’habitants (<http://www.diploweb.com/Afrique>). Ce rythme de croissance démographique, qui se répand aux niveaux local, national, régional, continental et mondial, pourrait générer des effets multiples. Il s’y ajoute, la dynamique de croissance économique inattendue que l’Afrique a entamée. Le statut actuel de l’Afrique, comme zone commerciale potentielle et continent doté de ressources naturelles abondantes, attire l’attention à la fois des anciennes puissances, tels que les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France, et de nouvelles puissances, comme la Chine, l’Inde, le Brésil et la Russie, etc. Ces puissances rivalisent pour les ressources, les opportunités commerciales et l’influence politique, remodelant ainsi la dynamique géopolitique du continent. La perception de l’Afrique comme une masse unique stéréotypée ne permet pas de reconnaître la diversité et l’ingéniosité du continent.

Du point de vue géopolitique, des blocs économiques chevauchent les alliances que l’Afrique a avec les puissances économiques occidentales, asiatiques et orientales. Ces alliances ajoutent une autre

couche et davantage de capacité de manœuvre à son paysage géopolitique, impactant de manière significative sur sa géopolitique et sa géostratégie. L'évolution des dynamiques économiques et géopolitiques, engendrées par les modèles de diplomatie du chéquier de la Chine et de diplomatie mémorielle de la Russie, constitue des opportunités commerciales et d'investissements majeurs en Afrique face aux incertitudes relatives aux relations avec l'Europe et le déclin du leadership économique américain. Cela a contribué à intégrer davantage le continent dans la politique mondiale et à renforcer l'intégration continentale. En effet, les présences croissantes de la Chine et de la Russie en Afrique ont permis de remettre en cause la domination occidentale et occasionné de nouvelles opportunités commerciales et d'investissements pour les pays africains. Ces efforts de changement de paradigme géopolitique reflètent de nouvelles ambitions de développement, une remise en cause des partenariats traditionnels jugés exploitants et non porteurs de progrès économique, et une transformation plus large dans la dynamique du pouvoir mondial. Comme le soutiennent Michel et Beuret (2008), « l'implication de la Chine en Afrique n'est pas simplement un produit de la mondialisation, mais une évolution significative et l'équilibre international des pouvoirs [...] » (M. Beuret, 2008, p. 32). Ce défi à l'ordre politique mondial traditionnel est donc propulsé par l'Afrique avec sa politique de diversification de ses partenaires et de ses relations saines avec le reste du monde, dont la seule préoccupation est le gain d'influence politique, économique, culturelle et de souveraineté territoriale.

Ce faisant, l'analyse de la géopolitique actuelle de l'Afrique requiert la prise en compte du régionalisme comme programme multidimensionnel et multisectoriel englobant l'intégration économique, la coopération en matière de sécurité, les préoccupations environnementales et d'autres questions connexes. La géographie politique du continent ayant évolué du fait d'une confluence de facteurs, tels que l'intégration régionale et continentale, ces facteurs comprennent l'augmentation du taux de croissance dans de nombreuses politiques et économies africaines, ce qui permet la demande mondiale de ressources naturelles, les nouvelles configurations géopolitiques et géoéconomiques et la définition de l'Afrique comme la dernière frontière du marché et la dynamique politique dans le monde. Sous ce rapport, cette transition met en exergue un modèle politique en évolution avancée qui modifie le paysage géopolitique et géostratégique, reflétant un changement de

paradigme relationnel et d'intérêt par rapport à l'ordre mondial unilatéral et pour ainsi produire un monde quadripolaire, dirigé par l'Afrique, les États-Unis, la Chine et la Russie. Cet état de fait met également en exergue les politiques africaines de construction de relations horizontales.

La nouvelle dynamique géopolitique africaine s'explique également par la croissance massive du nombre et de la diversité des organisations de la société civile, de jeunes activistes panafricanistes plus exigeants envers leurs dirigeants et conscients des jeux et des enjeux stratégiques de pouvoirs, qui se jouent et se déjouent au détriment de leur continent, et opèrent dans diverses sphères de la vie aux niveaux local, national, sous-régional et continental. Avec cette nouvelle conscience citoyenne et patriotique, avec du fibre panafricaniste, le régionalisme a rapidement évolué, passant d'un accent mis sur « l'efficacité à l'économie politique de la libéralisation du commerce préférentiel par rapport au commerce multilatéral et, plus récemment, à la possibilité que le régionalisme puisse saper le multilatéralisme » (C. Freund & E. Ornelas 2010, p. 61). C'est dans cette perspective que Saliou Dione déclare que « l'Afrique reste le produit d'une relation verticale entre l'Occident et les autres, et le *modus operandi* de son cadre institutionnel et commercial global est largement envisagé en termes de globalité » (S. Dione, 2019, p. 235). Un double processus est donc à l'œuvre, dans lequel une mobilité généralisée, prétendument débridée, est coextensive à une dynamique d'exclusion, donnant ainsi lieu à des contrastes flagrants et à des effets secondaires négatifs. L'Afrique se bat pour dépasser ces disparités afin de mieux définir sa relation avec les autres marchés émergents. L'Afrique, à différentes phases, pointe donc des mouvements géopolitiques importants et fait face à de nombreux défis dans la déconstruction des pensées qui naissent au sein de la population africaine et ses institutions. Compte tenu de ses circonstances historiques et contemporaines, le continent africain joue un rôle important et stratégique, à la fois dans le monde et le monde en Afrique, qui est plus complexe et englobe les plus grandes contradictions et pratiques hégémoniques.

C'est par la même occasion que le président américain, Joe Biden, comprenant les nouvelles dynamiques politiques géopolitiques et géostratégiques en Afrique, fait un aveu en affirmant que « lorsque l'Afrique réussit, les États-Unis réussissent [...] et le monde entier réussit également » (J. Biden, 2024), plaidant également en faveur d'une représentation permanente de l'Afrique partout et dans toutes les

institutions mondiales, dont le Conseil de sécurité de l'ONU et le G20. Cela montre non seulement l'injustice dont le continent a toujours été victime, mais que l'Afrique est également l'un des continents le plus important et le plus stratégique à ne négliger par aucune puissance pour sa survie économique et sa position politique. L'on comprend donc facilement que la dimension politique globale de l'Afrique n'est pas aussi stratégique et transparente dans une vision globale, mais que l'accent est surtout mis sur les ressources naturelles et non sur la géopolitique active-passive du continent.

En termes de géopolitique continentale, l'Afrique joue aussi un rôle central dans la redéfinition du paysage politique et économique de certaines agences existantes, telles qu'onusiennes et de Bretton Woods, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Dans la mesure où elle s'efforce d'améliorer l'intégration et la coopération entre les États membres, son importance et son influence géopolitiques deviennent de plus en plus pertinentes and holistiques. De la médiation des conflits, avec récemment l'implication de dirigeants africains, dont le président sénégalais, Macky Sall, dans les négociations de paix dans le conflit entre l'Ukraine et la Russie pour demander le déblocage des exportations de céréales et d'engrais russes, et, par la même occasion, relancer l'accord sur les exportations de céréales via la mer Noire. De l'envoi de casques bleus dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unis, à la promotion du développement économique régional, son rôle dans la géopolitique continentale et mondiale est essentiel pour façonner l'avenir du monde, rendant indéniable son leadership sur la scène internationale.

Néanmoins, le continent est dans un processus dynamique et actif de redéfinition de l'ordre mondial en évolution et fait partie des plus grandes institutions décisionnelles. Cette nouvelle position de l'Afrique remet en cause celle d'un passager passif dans un ordre géopolitique en pleine mutation, d'où la nécessité d'adopter une perspective différente et évolutive de la géopolitique avec l'Afrique au centre. Cela restera de toute évidence importance pour un continent courtisé par divers acteurs extérieurs (Union européenne, États-Unis, Chine, Russie, Brésil, Israël, Monde arabe, etc.) conscients de ses changements démographiques, économiques et technologiques qui ne feront que renforcer sa pertinence et sa centralité dans le paysage et le jeu politique mondial.

À cet égard, dans le projet d'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA), il est prévu, dans le schéma et le plan directeur de l'Afrique, visant à

transformer le continent en puissance mondiale de l'avenir, « un cadre stratégique partagé pour une croissance inclusive et un développement durable, et une stratégie mondiale pour optimiser l'utilisation des ressources de l'Afrique au profit de tous les Africains » (UA, 2024). La reconnaissance des transformations récentes sur les plans politique mais aussi économique démontre un engagement de plus en plus prononcé de l'Afrique sur l'échiquier international. L'intégration récente de l'Éthiopie et de l'Égypte dans le bloc des BRICS (Brésil, Russie, l'Inde, Chine et Afrique du Sud), pour peser davantage sur la scène internationale, surtout sur le plan économique, et de réformer les institutions internationales, notamment financières, l'obtention d'un siège au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies, ainsi que celle de l'Union africaine au G20 en témoignent. Ces développements soulignent un pivot stratégique significatif, où l'Afrique ne cherche pas seulement à participer mais également à exercer une influence sur les processus décisionnels mondiaux, alignée avec son Agenda 2063.

Les organisations régionales et sous-régionales africaines, telles que la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Autorité intergouvernementale sur le développement (IGAD), l'Union du Maghreb arabe (UMA), le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD), entre autres, ont joué un rôle essentiel dans la redéfinition de la géopolitique du continent. Ces structures constituent des lieux de discussions des problèmes communs et d'élaboration de politiques qui profitent à l'ensemble de la région. Cela est particulièrement important pour des questions telles que le commerce et la sécurité, qui préoccupent particulièrement tous les pays africains.

Conclusion

L'étude montre que l'Afrique a longtemps été présentée comme un acteur « périphérique » de la politique mondiale. Aujourd'hui, la perception de l'Afrique en matière de géopolitique a donc considérablement évolué. Considérée auparavant comme un continent en crise et déconnecté des flux mondiaux, l'Afrique connaît des taux de croissance de ses économies en hausse depuis 2000. Cette croissance, associée à la ruée mondiale sur les ressources naturelles et aux changements géopolitiques, a réorienté l'attention sur la place et la

centralité du continent dans l'économie mondiale et ses relations avec les grandes puissances occidentales traditionnelles et les nouvelles puissances émergentes pour former un nouvel ordre quadripolaire.

En effet, son intégration dans la géopolitique mondiale est un processus complexe et multiforme qui a été façonné par une série de facteurs historiques, politiques, économiques et culturels. Le continent africain a également une longue et complexe histoire d'engagement avec la communauté internationale, caractérisée par une série de dynamiques, notamment la traite négrière atlantique, le colonialisme, le néo-colonialisme, la dépendance et la marginalisation. En outre, les changements politiques et les émergences économiques ont façonné la géopolitique du continent qui a renforcé et diversifié sa coopération avec le reste du monde avec de nouveaux pays telles que la Chine, la Russie. L'avènement de nouveaux partenaires stratégiques a permis à l'Afrique d'avoir plus de possibilités de manœuvre et de diminuer sa dépendance économique et politique envers ses partenaires traditionnels, comme l'Union européenne, les États-Unis, la Grande-Bretagne, et les institutions de Bretton Woods, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Cette nouvelle situation a également pesé sur son émergence géopolitique et lui a permis d'être davantage un acteur majeur dans les relations internationales. La transformation numérique a aussi ouvert de nouvelles perspectives de croissance économique et de connectivité sociale, permettant aux pays africains de participer à l'économie numérique mondiale et de combler la fracture numérique qui marginalisait autrefois le continent.

Ce faisant, l'Union africaine (UA) doit s'approprier davantage la vision d'une Afrique unie de ses pères fondateurs qui garde encore toute sa pertinence, et tenir compte des exigences actuelles et parachever 'la troisième libération' du continent africain, après la traite des Noirs et la colonisation. Cela doit passer par l'élaboration de politiques concrètes susceptibles de contribuer à surmonter les problèmes de frontières en Afrique. Pour ce faire, l'organisation continentale devra passer à une seconde étape, en élaborant par ensemble régional des politiques dynamiques de dépassement pour atténuer l'effet barrière des frontières actuelles en vue de les transformer en zones de partage et de solidarité, et faciliter le processus d'intégration entre les peuples tant souhaité par Marcus Mosiah Garvey, William Dubois, George Padmore, Julius Nyrere, Kwame Nkrumah, Jomo Kenyatta, Edward W. Blyden, Mouammar Kadhafi, entre autres figures du Panafricanisme.

L'article démontre, sur la base des résultats politiques, économiques et sécuritaires enregistrés au cours des dernières années, qu'il est essentiel de reconnaître que l'importance géopolitique de l'Afrique va au-delà des facteurs atypiques axés sur les ressources. Le continent attire désormais l'attention mondiale en raison de sa population jeune croissante, de l'expansion de ses marchés de consommation et de son potentiel de progrès technologique. En effet, son influence dans les discussions et les décisions mondiales sur l'économie, la sécurité, les opérations de maintien de la paix, et son engagement dans la réforme des structures de gouvernance multilatérales, sont devenus plus essentielle et attestent de son rôle changeant dans la redéfinition de la gouvernance mondiale à travers des relations horizontales pour un monde juste.

Références bibliographiques

ADEBAJO Adekeye, 2010, *The Curse of Berlin: Africa after the Cold War*, Hurst & Company.

AFRICAN Union (AU) draft of Agenda 2063.

BENMESSAOUDT Tredano Abdelmoughit, 1989, *Intangibilité des frontières coloniales et espaces étatiques en Afrique*.

BEURET Michel, 2008, « La Chine a-t-elle un plan en Afrique ? », *Afrique contemporaine*. pp. 49-68.

BIDEN Joe, 2024, *Inaugural speech during the U.S-Africa summit at Walter E, Washington Convention Center Washington, D.C.*

DIONE Saliou, 2019, « Unearthing the Postcolonial and the Politics of Western Imperialism in Africa: Globalization and Epistemic Violence », *The Journal of African and Postcolonial Studies, Presse Universitaire de Dakar*.

FISHER Jonathan, 2018, *African Agency in International Politics*, <https://doi.org/10.1093/acrefore/9780190228637.013.709>, date of access, December 20, 2024, 11 a.m.

FOUCHER Michel, 2012, *L'obsession des frontières*, Paris, Edition Perrin.

FREUND Caroline, L., ORNELAS Emanuel, 2010, *Regional Trade Agreements*, World Bank Policy Research Working Paper N0 5314.

GHALI Boutros-BOUTROS et NABIYAD El-Asfahany, 1973, *Les conflits de frontières en Afrique*, Paris, Éditions Techniques et Économiques.

<http://www.diploweb.com/Afrique>, date of access, date of access, December 20, 2024, 11 a.m.

LACOSTE Yves, 1995, *Dictionnaire de géopolitique*, Éditions Flammarion.

MAZRUI Ali A., 1977, *Africa's International Relations: The Diplomacy of Dependency and Change*, Heinemann, London.

MAZRUI Ali. A. (2013). *Africa in World Affairs: The Next Thirty Years*. In T. Falola & E. E. Brownell (Eds.), *Africa, Empire and Globalization: Essays in Honor of A. G. Hopki*

MIGNOLA Walter, 2002, *The Geopolitics of Knowledge and the Colonial Difference*, *International Security*, 21(2), 14-36.

PERSON Yves, 1972, « L'Afrique noire et ses frontières », *Le mois en Afrique*, n°80, août.

USURLA Durand-Ochoa, 2023, *Emerging Powers in Africa*.

ZHONG, B.L. Luon, W., Li, H. M et al., 2020, *knowledge, attitudes, and practices towards COVID-19 among Chinese residents during the rapid Rise period of the COVID-19 Outbreak*.

ODEY Joseph. O. & TERHILE Alagh., *Globalisation and the erosion of state sovereignty: An assessment of Nigeria*, 2014, pp. 6-15.

Table des matières

Socialisation des enfants talibés dans la ville de Ségou au Mali ... TRAORÉ Ana.....	25
Production du charbon de bois et ses effets dans la commune rurale de Tiakadougou Dialakoro ... DEMBELE Arouna	35
L'aviculture moderne, une activité en plein essor dans la commune rurale de Moribabougou ... SIBY Mory, COULIBALY Sina	51
La qualité de la formation et l'employabilité des formés : cas de la section arabe de l'École Normale Supérieure de Bamako ... NAMAKRI Sékou Mory	65
Analyse de l'insertion professionnelle des diplômés en Sciences de l'éducation au Mali ... TRAORÉ Adama, DOUYON A madou, GOITA Yacouba	81
Prétendue universalité de la rationalité occidentale : l'Afrique au regard de l'Occident ... TATA Gaston Gabriel.....	101
Évolution des unités d'occupation des sols de 2000 à 2020 dans la commune rurale de Dialakorodji ... COULIBALY Koiworo, KONATÉ Harouna	119
Amélioration de la gouvernance fiscale et exploitation stratégique des ressources minières pour renforcer la souveraineté nationale au Mali ... TOURÉ Birmahamane	135
Cartographie des acteurs du Système de recherche en Sciences sociales au Mali ... DOUMBIA Bougadari, TRAORE Anna.....	159

Problématique de la gestion des ports secs du District de Bamako ... TOGOLA Lassina	179
Le code des personnes et de la famille au Mali : un texte islamisé ? ... DIARRA Mamadou Lamine	193
Les centres commerciaux ibadites au Maghreb et au Soudan entre le VIII ^e et le XI ^e siècle ... COULIBALY Pédiomatéhi Ali, KOUAME Yao Gérard.....	209
L'apport de la communication digitale sur la performance commerciale des petites et moyennes entreprises de Bamako ... DRAMANE Ousmane	225
Les implications politiques et économiques du retrait de la CEDEAO par les États membres de l'AES ... GUINDO Bengaly	239
L'émergence vers l'ECO ou la rupture avec le FCFA : le cas de l'alliance des États du sahel (AES) ... DIALLO Abdoulaye Mohamed, KOMINA Adama, SIDIBE Mariam	261
Images of Women in Sous L'orage by Seydou Badian and A Man of the People by Chinua Achebe ... KEITA Diby.....	277
La mode entre ingéniosité, vices et communication des valeurs : approche sémiotique du signe ... TRAORE Abdoulaye.....	291
L'analyse des enjeux de la création et perspectives de la confédération de l'alliance des États du sahel (AES) ... TRAORE Malamine Elie, DOUMBIA Ousmane.....	313
L'AES : une convoitise géopolitique et géostratégique ... YALCOUYE Sékou.....	325
L'AES et la Géopolitique internationale : défis et perspectives ... TOGOLA Bakaye, TRAORÉ Ousmane, CISSE Fousseni	343
Gouvernance de la sécurité en Afrique et bien-être des populations : cas des pays de l'Alliance des États du Sahel (AES) ... KOUAME Konan Simon.....	359
Knowledge Promotion through Some Selected hausa Proverbs ... SANI Alou Wawa.....	473
Influence de l'absentéisme des agents socio-sanitaires sur la performance organisationnelle des Établissements Publics Hospitaliers de Bamako... HAROUNA Zoubeirou	385

La chaîne opératoire de la céramique en milieu Dogon : cas de Koporo-
Pen... TOGO Sara.....405
L'AES : le *Kairos* de la Modernité et de la Renaissance africaine ...
BOMBA Nacouma Augustin, KEITA Souleymane.....417
L'Afrique postcoloniale dans la géopolitique mondiale : entre inclusion
et exclusion ... DIONE Saliou433
Les accords d'Abraham ou la volonté de contenir la République
Islamique d'Iran (2020) ... KOWE Zana.....455